

temps. Il a dit que le ministre des Finances était heureux des discussions qu'il venait d'avoir avec les Américains. Je crois qu'il pensait que les Américains avaient posé une seule question au ministre: Qu'en est-il des impôts sur les industries extractives? Et il a répondu qu'il n'y avait pas de changement. Les Américains étaient évidemment très heureux puisqu'on maintenait tous les cadeaux fiscaux qu'on leur avait faits. Plus tôt le parti libéral et quelques conservateurs prendront position à ce sujet et plus tôt le Canadien moyen aura l'occasion de participer à l'économie et de commencer à la développer pour lui et sa famille.

Beaucoup d'hommes politiques des États-Unis et d'autres pays voient d'un mauvais œil les avantages accordés aux sociétés multinationales. Regardez par exemple tout ce qui est dit dans la campagne de M. McGovern aux États-Unis et ce qu'il dit au sujet des échappatoires fiscales dont jouissent les millionnaires. Si le Canada devait réviser son régime d'imposition, en particulier le traitement qu'il accorde aux industries extractives, plus de fonds seraient disponibles pour l'expansion de l'industrie manufacturière et des industries de service. Cette révision permettrait la création de plus d'emplois pour les Canadiens et la mise sur pied d'une économie possédée et contrôlée par des Canadiens plutôt que par des intérêts étrangers.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps mis à sa disposition est terminé.

Une voix: Qu'il continue.

M. Nystrom: Me permettez-vous de parler une minute de plus?

M. l'Orateur suppléant: Il me ferait plaisir d'écouter le député une, cinq et même dix minutes de plus si on y consentait unanimement. Cet assentiment existe-t-il?

Des voix: D'accord.

M. Nystrom: J'allais dire beaucoup d'autres choses, mais je conclurai en disant que nous devons agir maintenant si nous voulons rapatrier notre économie. Beaucoup de personnes croient que des lois plus rigides et un plus grand contrôle feraient fuir certains investisseurs. C'est une sottise. Il existe des règlements dans d'autres pays et pour quoi ne peut-il pas y en avoir ici?

J'ai un extrait de l'édition du 31 mars du *Leader Post*. L'article traite de sociétés pétrolières américaines qui investissent en Algérie. Elles s'établissent en Algérie et elles parlent de le faire aussi en URSS. Je suis aussi sûr que ces sociétés investiront au Canada. Elles s'attendent que nous ayons quelques règlements. Je ne crois pas qu'elles nous éviteront si nous appliquons ces règlements. Elles devraient payer leur quote-part et si elles le font, les choses iront mieux pour la moyenne des Canadiens et c'est ce qui m'intéresse.

• (1550)

[Français]

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur l'Orateur, je voudrais profiter de cette circonstance pour faire quelques remarques sur le bill C-201, qui prévoit l'examen

des prises de contrôle de l'entreprise canadienne par des intérêts étrangers.

Si je désire dire quelques mots à ce sujet, c'est qu'à mon avis, les citoyens du Québec sont fort préoccupés par la question de l'indépendance économique du Canada et des capitaux étrangers. De plus, les citoyens de la circonscription de Saint-Jacques, que je représente à la Chambre, ont des raisons tout à fait particulières de s'en préoccuper. D'une part, plusieurs savent déjà que la circonscription de Saint-Jacques, que je représente, comprend la rue Saint-Jacques et le boulevard Dorchester, à Montréal, lesquels constituent le centre de l'activité économique de tout l'Est du pays et, évidemment, les dirigeants de ces entreprises attendent avec impatience les décisions que la Chambre prendra relativement au projet de loi que nous étudions présentement.

De la même façon, les citoyens qui résident dans Saint-Jacques et qui côtoient les milieux financiers touchent, pour la plupart, un revenu très modeste, et même plusieurs d'entre eux sont chômeurs. Compte tenu de la situation de l'emploi, ils ont bien hâte de connaître les décisions prises par la Chambre relativement aux investissements étrangers.

Ceci dit, j'aimerais faire quelques observations sur la décision que le gouvernement a prise de s'attaquer aux investissements étrangers. Pour ma part, la décision du gouvernement constitue une solution réaliste. Évidemment, certains de mes amis de l'opposition commencent déjà à dire que je rigole, mais il est bien clair qu'il s'en trouvera pour dire que le gouvernement n'est pas allé assez loin et, d'autre part, il s'en trouvera pour dire que le gouvernement est allé trop loin. Il est toujours facile de dire de telles choses, quand on n'a qu'à prononcer un discours à la Chambre et qu'on n'a pas la responsabilité d'administrer le pays.

Cependant, le gouvernement actuel a bel et bien la responsabilité d'administrer le pays, et lorsqu'il prend des décisions, il doit tenir compte des répercussions qu'elles auront sur l'économie canadienne et sur le niveau de vie au Canada. C'est donc dans cette optique que je dis que la décision prise par le gouvernement est réaliste. Au fait, il s'agit d'effectuer un processus graduel, plutôt que d'y aller de mesures draconiennes qui pourraient nuire à l'état actuel de l'économie au Canada.

Évidemment, d'après nos collègues du Nouveau parti démocratique, nous n'allons pas assez loin. Pour eux, ce qu'il faudrait, ce serait des garanties à court terme d'une indépendance économique totale pour le Canada. Comme le disait mon préopinant, il s'agit d'une politique de rachat des sociétés étrangères qui sont établies au Canada, alors que nous reconnaissons tous qu'une politique de rachat semblable représenterait un gaspillage de capitaux. Il vaut mieux, à mon avis, investir les capitaux que nous avons déjà dans de nouvelles entreprises, plutôt que de les affecter à l'achat des sociétés en exploitation, et qui créent des emplois, bien qu'elles appartiennent à des étrangers.

À mon avis, l'indépendance économique, comme le voudraient certaines gens du *Waffle Group*, est une utopie, car notre économie n'est plus indépendante et ne le sera jamais. Tout comme celles de tous les pays du monde libre, elle est une économie internationale et interdépendante. Inutile d'essayer d'éluder cette réalité.